

**Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement**

*A Orléans, le 04 septembre 2015*

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société SETRAD**

-----  
**Commune de BUCY SAINT LIPHARD**

-----  
**Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Présentation de la société SETRAD et de l'établissement**

La société SETRAD est une filiale du groupe VEOLIA PROPLETE spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets non dangereux pour la région Centre Ouest. Elle exploite sur cette zone, 31 installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préfectorale, dont 10 centres de stockage.

La société SETRAD a été autorisée par arrêtés préfectoraux en date du 11 janvier 2007, du 25 février 2010 et du 10 mars 2011 à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de BUCY SAINT LIPHARD, aux lieux dits « le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures » pour une durée d'exploitation de 12 ans avec une capacité annuelle maximale de déchets enfouis sur le site de 100 000 tonnes.  
Le centre de stockage a été mis en service le 16 novembre 2009.

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2011 et du 12 décembre 2011 l'autorise à exploiter les alvéoles de stockage en mode bioréacteur sous condition des aménagements spécifiques suivants :

- posséder une barrière active et une barrière passive ;
- être équipées dès leur construction, des équipements de captage du biogaz prescrits par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2011 ;
- être équipées dès leur construction, des équipements de réinjection des lixiviats (pour permettre la technique dite du mouillage à l'avancement) ;
- limiter la durée d'utilisation du bioréacteur à 18 mois ;
- être raccordées aux installations de valorisation du biogaz du site (chaudière d'une puissance de 300 kW pour le chauffage des locaux et production d'électricité par micro-turbines - puissance maximale de 800 kW) ;
- être indépendantes hydrauliquement.

Ce mode fonctionnement permet à la société SETRAD de bénéficier d'un allègement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qu'elle répercute sur ses clients collectivités et industriels.

### **II – Modification demandée**

Le pétitionnaire a demandé par courrier du 22 juin 2015 à Monsieur le préfet que la dénomination « alvéole exploitée en mode bio réacteur » figurant dans l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2011 soit remplacée par « casier bioréacteur ». Cette demande fait suite à un contrôle

du service des douanes relatif à l'octroi de l'allègement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) des centres de stockage des déchets non dangereux exploités par la société SETRAD sur la région Centre-Val de Loire, et notamment celui exploité sur le territoire de la commune de BUCY SAINT LIPHARD, les douanes ont remis en cause l'appellation d'alvéole bioréacteur mentionnée dans les arrêtés préfectoraux qui réglementent le site.

Il a également précisé dans son courrier que le centre de stockage des déchets non dangereux qui était constitué d'un casier exploité en 16 alvéoles serait désormais constitué de :

- 1 casier subdivisé en 4 alvéoles pour celles déjà exploitées (alvéoles 2, 3, 4 et 5) ainsi que d'une alvéole sommitale,
- 12 casiers constitués chacun d'une seule alvéole (1, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16).

### **III – Propositions de l'inspection**

Compte tenu que le pétitionnaire est autorisé à fonctionner en mode bioréacteur, et au vu des modifications d'exploitation proposée, l'inspection propose d'intégrer dans le projet d'arrêté préfectoral que le centre de stockage des déchets non dangereux est constitué de 13 casiers comme présentés ci avant.

Par ailleurs, au regard des différents arrêtés complémentaires qui réglementent le centre de stockage des déchets, l'inspection propose également de simplifier et fusionner ces actes administratifs par le projet d'arrêté codificatif joint au présent rapport.

### **IV – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées :**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET :

- de modifier par arrêté préfectoral complémentaire la dénomination des alvéoles du centre de stockage des déchets non dangereux exploité par la société SETRAD,
- d'abroger les arrêtés préfectoraux existants pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles l'exploitant est soumis.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur de l'environnement

signé

Vu et transmis avec avis conforme  
à M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire  
Pour le directeur,

Signé